

DÉLIBÉRATIONS



Le 17 octobre 2025 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Mireille VACHE-PICAT ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

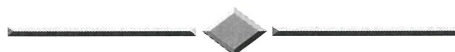
Étaient excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Jean DE BEIR

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 10 octobre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/16
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202575-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



16 CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS SERVICE PRESTATAIRE - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen gère un Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (S.A.A.D.), nommé « Prestataire », qui fusionnera, au 1^{er} janvier 2026, avec le Service de Soins Infirmiers à Domicile (S.S.I.A.D.) pour former un Servie Autonomie à Domicile (S.A.D.) mixte.

L'ambition du virage domiciliaire est de répondre au souhait des Français de pouvoir vieillir chez eux en renforçant durablement et profondément l'accompagnement à domicile des personnes âgées en perte d'autonomie et des personnes en situation de handicap.

Dans ce cadre, la loi de financement de la sécurité sociale pour 2022, en réorganisant le secteur du domicile et en réformant le financement des services, vise à favoriser les conditions d'un accompagnement de qualité pour les personnes qui en ont besoin.

Le service Prestataire a été sélectionné dans le cadre de l'appel à candidatures organisé par le Département en vue d'attribuer une dotation complémentaire aux services d'aide et d'accompagnement à domicile, permettant de mettre en œuvre des actions améliorant la qualité du service rendu aux bénéficiaires.

Ainsi, le service doit s'engager dans un processus de contractualisation avec le Département. Ce processus doit conduire à la signature, au plus tard un an après la notification des résultats de l'appel à candidatures, d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.), précisant, notamment, les conditions de mise en œuvre de la dotation complémentaire pour le service.

Le C.P.O.M. permet de mettre en cohérence les objectifs du S.A.A.D. avec les priorités définies par le Département en matière de prévention de la perte d'autonomie et de maintien à domicile.

Ainsi, conformément à la réponse à l'appel à candidatures, le S.A.A.D. s'engage, à l'atteinte des objectifs prioritaires définis par le Département suivants :

- Accompagner des personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités,
- Améliorer la qualité de vie au travail (Q.V.T.) des intervenants.

En contrepartie de la réalisation des objectifs fixés, les moyens attribués au C.C.A.S. par le Département et leur évolution sur la durée du contrat sont définis dans le C.P.O.M.

Le contrat définit les modalités de calcul du montant total de financement comprenant la valorisation financière de l'activité réalisée et des objectifs relatifs au territoire, au public accompagné et au volume d'intervention.

Le C.C.A.S., dans le cadre d'une procédure de marché public, a sélectionné l'organisme Autonomii, accrédité par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC).

Chacune des résidences a été évaluée sur une durée de 2 jours, se répartissant du 9 au 20 septembre 2024, par 2 évaluateurs, dont un coordonnateur commun aux 4 structures.

Le montant de la dotation complémentaire pour le service par année est estimé au chapitre 5.2.1 du CPOM.

La dotation concerne uniquement les heures des bénéficiaires d'aides départementales (Allocation Personnalisée d'Autonomie, Prestation de Compensation du Handicap, et aide-ménagère).

DÉLIBÉRATIONS

La dotation sera versée au service Prestataire de la manière suivante :

- Un versement d'un acompte à hauteur de 80 % du calcul de la dotation sera effectif dès la signature du contrat puis au mois de janvier des années suivantes,
- Les 20 % restants au titre du calcul de la dotation seront régularisés sous réserve de l'atteinte des engagements et de l'activité du service. Ils seront appréciés sur la base des éléments transmis par le service prestataire au plus tard le 30 juin de l'année N+1 et contrôlés à l'issue du dialogue de gestion.



Le CPOM pourra faire l'objet d'un avenant ou être modifié dans le cadre de la création du S.A.D.

Ainsi, le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens doit être signé pour permettre de percevoir la dotation.

Ledit C.P.O.M. est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L. 312-1, L. 313-11, L. 313-11-1, L. 313-1-2, L.313-1-3, L. 347-1, D. 312-6 à D. 312-6-2,

VU le Décret n° 2017-705 du 2 mai 2017 relatif aux évaluations des activités et de la qualité des services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant du 6°, 7° ou 16° du I de l'article, L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Décret n° 2019-457 du 15 mai 2019 relatif à la répartition et l'utilisation des crédits mentionnés au IX de l'article 26 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 visant à la préfiguration d'un nouveau modèle de financement des services d'aide et d'accompagnement à domicile,

VU l'Arrêté du 30 décembre 2022 relatif au tarif minimal mentionné au I de l'article L.314-2-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant son montant pour 2025,

VU l'Instruction NDGCS/SD5C/2017/96 du 21 mars 2017 relative à la mise en œuvre de l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le contenu du cahier des charges du contrat d'objectifs et de moyens (C.P.O.M.) prévu au IV ter de l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles et à l'articulation avec le C.P.O.M. prévu à l'article L.313-12-2 du même Code, notamment son annexe 4,

VU les recommandations de bonnes pratiques professionnelles de la Haute Autorité de Santé (H.A.S.) relatives aux services d'aide et d'accompagnement à domicile,

VU le schéma unique des solidarités 2023-2027,

VU le schéma régional de santé prévu à l'article L. 1434-2 du Code de la Santé Publique,

VU l'agrément du 11 Janvier 2012 valant autorisation de fonctionner du S.A.A.D.,

VU le règlement départemental d'aide sociale en vigueur,

VU l'Arrêté départemental n°2024-007 en date du 22 janvier 2024 fixant les tarifs de référence départementaux de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (A.P.A.) et la Prestation de Compensation du Handicap (P.C.H.),

DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/16
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202575-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

VU les résultats de l'appel à candidatures organisé en vue de l'attribution d'une dotation complémentaire mentionnée à l'article L.314-2-1 du Code de l'action sociale et publiés le 22 avril 2025



VU la Délibération du Conseil Départemental approuvant le C.P.O.M. et autorisant le Président du Conseil Départemental à le signer,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère un S.A.A.D., qui fusionnera avec le S.S.I.A.D. au 1er janvier 2026, pour devenir S.A.D.,

CONSIDÉRANT la possibilité de signer un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) avec le Département pour définir les engagements du S.A.A.D. et du futur S.A.D. en matière de qualité des prestations, et de qualité de vie au travail des professionnels, et obtenir en contrepartie une dotation complémentaire,

CONSIDÉRANT que le S.A.A.D. et le S.S.I.A.D. sont déjà engagés dans l'atteinte des objectifs fixés dans le C.P.O.M. ci-annexé.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) du service Prestataire.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation

Marie DESBORDES

Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen



Madame la Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.